

Jun 2024



investir & agir
POUR L'AVENIR

Conférences **Ofi invest**



**LES NOUVELLES ÉNERGIES
FACE AU DÉFI DE LA
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE**



22, rue Vernier 75017 Paris - FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 68 17 17
www.ofi-invest.com

S.A. à Conseil d'Administration au capital de 71 957 490 euros - Société de gestion de portefeuille
Agrément AMF n° GP 92012 - RCS PARIS 384 940 342

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Pierre GRIMAUD, Directeur Général
DIRECTRICE ÉDITORIALE : Diane CAZALI - Directrice de la Communication & Marque
DIRECTION ARTISTIQUE : Christophe FANGET - Responsable communication visuelle et publications

Cette communication publicitaire contient des éléments d'information et des données chiffrées qu'Ofi Invest Asset Management considère comme fondés ou exacts au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information publiques, leur exactitude ne saurait être garantie. Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management et des entités du groupe Ofi Invest, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées. Cette communication publicitaire ne donne aucune assurance de l'adéquation des produits ou services présentés et gérés par Ofi Invest Asset Management à la situation financière, au profil de risque, à l'expérience ou aux objectifs de l'investisseur et ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une offre d'acheter les produits financiers mentionnés. Ofi Invest Asset Management décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments y figurant. Avant d'investir dans un OPC, il est fortement conseillé à tout investisseur, de procéder, sans se fonder exclusivement sur les informations fournies dans cette communication publicitaire, à l'analyse de sa situation personnelle ainsi qu'à l'analyse des avantages et des risques afin de déterminer le montant qu'il est raisonnable d'investir. Photos : Shutterstock.com/Ofi Invest. Les droits des photos présentes dans ce document sont réservés à Ofi Invest, reproduction interdite. FA24/0175/18122025

« Les énergies renouvelables sont autant des solutions pour décarboner l'économie que des opportunités d'investissement »



Jean-Pierre GRIMAUD
Directeur Général
OFI INVEST

En tant que gestionnaires d'actifs, nous avons un rôle déterminant à jouer dans cette transition. Nos décisions d'investissement peuvent orienter le financement vers les solutions bas carbone, accélérant ainsi leur développement et leur adoption.

Mais **la transition énergétique nécessite une mobilisation forte** pour adresser les challenges qui nous attendent. Le premier est que la transition énergétique n'est pas gratuite. Les énergies fossiles sont bon marché et abondantes, mais polluantes. La transition vers des énergies décarbonées est coûteuse. **La transition passera nécessairement par une hausse du coût de l'énergie.** S'il y a un prix à payer à court terme, c'est celui qui nous permet d'envisager un avenir durable pour les générations futures ! Et nous le savons, **le coût de l'inaction sera beaucoup plus élevé à long terme que le coût de l'action à court terme.**

Trois autres challenges ressortent plus particulièrement :

- L'innovation technologique. Les avancées dans les technologies de production, de stockage et de distribution d'énergies bas carbone sont cruciales. En tant qu'investisseurs, nous devons soutenir les entreprises qui sont à la pointe de cette innovation.
- La collaboration. La transition énergétique nécessite une collaboration étroite entre les secteurs public et privé, entre les investisseurs et les industriels, et entre les nations.
- Le cadre réglementaire et les politiques publiques. Les gouvernements ont un rôle clé à jouer en fixant des objectifs de réduction des émissions, en subventionnant la recherche et l'innovation, et en créant un environnement favorable aux investissements durables.

De retour de Hong Kong, où je suis allé rendre visite aux équipes de notre filiale Syncicap AM, j'ai été impressionné par la vitesse de la transition en Asie. En 2018, la pollution était omniprésente, les voitures étaient majoritairement thermiques. Lors de ma visite dernière, le parc automobile était à 80 % électrique. Les progrès sont fulgurants du fait d'une mobilisation visible.

Enfin, n'oublions pas l'engagement sociétal. La transition énergétique ne peut réussir sans l'adhésion et la participation active de tous. Il est crucial de sensibiliser les citoyens aux avantages des énergies bas carbone et de les encourager à adopter une consommation responsable.

EN APARTÉ ET EN VIDÉOS...

 <p>Mathilde GRIVET JIMMY</p>	 <p>Thierry LE GANGNEUX PONTICELLI FRÈRES</p>	 <p>Enzo RIBEIRO VERKOR</p>	 <p>Olivier AUBERT SWEN CAPITAL PARTNERS</p>	 <p>Benjamin LOUVET OFI INVEST AM</p>
 <p>Quels sont les principaux défis technologiques des micro-réacteurs nucléaires ?</p>	 <p>Quelle devrait être la stratégie énergétique européenne pour soutenir l'industrie ?</p>	 <p>Comment voyez-vous VERKOR dans un marché technologique de plus en plus concurrentiel ?</p>	 <p>Pourquoi est-il important de diversifier les solutions énergétiques ?</p>	 <p>Mobiliser toutes les énergies face au défi de la transition énergétique</p>



Benjamin LOUVET,
Directeur des gestions
matières premières
OFI INVEST ASSET MANAGEMENT

POURQUOI FAUT-IL ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ?

Quelques chiffres permettent de saisir l'urgence d'accélérer en matière de transition énergétique. Il nous reste à peine 30 ans pour ramener à zéro nos émissions de CO2. Et pourtant, l'année dernière, le monde a battu des records de consommation de pétrole, de gaz et de charbon. Actuellement, les énergies fossiles représentent 83 % de l'énergie primaire consommée dans le monde et elles sont responsables de 70 % des émissions de CO2.

Heureusement, il y a aussi quelques bonnes nouvelles. L'année dernière, pour la première fois, la quantité d'énergie renouvelable installée a été supérieure à la croissance de la demande d'énergie. La part des énergies renouvelables dans le mix énergétique global a donc augmenté. En particulier, la Chine accélère son développement en matière d'énergies renouvelables. Elle a installé plus de panneaux solaires en 2023 que le reste du monde l'année précédente et est en avance de cinq ans sur son programme de développement des énergies renouvelables d'après L'Agence Internationale de l'Énergie. La Chine a également annoncé la construction de 150 nouveaux réacteurs nucléaires d'ici 2035, avec quatre en construction cette année et dix qui doivent être lancés l'année prochaine.

Pour réussir cette transition énergétique, il faudra mobiliser toutes les parties prenantes. C'était le sens de notre conférence du 6 juin dernier qui a réuni des experts de la fabrication de technologies bas carbone, dans tous les domaines. Ces bâtisseurs de la transition énergétique nous ont éclairé sur les défis à surmonter et sur les solutions possibles pour réussir.

TABLE RONDE

LES NOUVELLES ÉNERGIES FACE AU DÉFI DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



Quels sont les défis de la transition énergétique ?

Benjamin Louvet : *Décarboner l'économie c'est redonner une place importante au nucléaire. Quels sont les défis industriels, les obstacles qui freinent le développement de cette filière et la mise en œuvre de solutions innovantes pour la transition énergétique ?*

Mathilde Grivet : Nous faisons face à de nombreux défis, mais étonnamment, la traction commerciale n'en fait pas partie. Lorsqu'on propose à des industriels un réacteur nucléaire fournissant de la chaleur décarbonée et peu coûteuse, ils sont très intéressés. Le véritable défi réside plutôt dans l'exécution industrielle : comment assurer que la chaîne d'approvisionnement soit prête à temps avec des équipements qualifiés et que la construction se déroule bien ? Pour les petits réacteurs modulaires (SMR), le principal enjeu est la production en série. Une fois que nous aurons produit un premier exemplaire, il faudra industrialiser le processus pour réduire les coûts et permettre un déploiement massif. L'autre défi est réglementaire : le cadre actuel du nucléaire a été conçu pour les grands réacteurs d'EDF et n'est pas encore parfaitement adapté à des projets plus petits et innovants comme les nôtres. Il y a enfin des problèmes d'approvisionnement en matières premières, comme l'uranium, qui nécessite des enrichissements et la fabrication de combustible, ce qui implique des enjeux géopolitiques complexes.

Benjamin Louvet : *S'agissant de la disponibilité de l'uranium, nous ne sommes pas très inquiets pour l'approvisionnement à court terme. Des pays comme l'Australie possèdent des ressources en uranium qui ne sont pas encore exploitées et qui peuvent rapidement être mises en production... Rencontrez-vous aussi des défis en termes de financement et de ressources humaines ?*

Mathilde Grivet : S'agissant du financement, une fois le premier exemplaire réalisé – notre objectif est d'avoir une durée de 3 à 4 ans entre l'accord du client et la mise en service du réacteur – notre modèle devrait devenir facilement finançable et rentable pour les investisseurs. En revanche, oui, attirer des talents issus de grands groupes vers une start-up du nucléaire demande beaucoup de conviction. Nous avons recruté 80 personnes en 2 ans, mais cela nécessite un effort constant en termes de temps et d'argent.

Benjamin Louvet : *Quels sont par ailleurs les défis propres aux secteurs de l'éolien et solaire ?*

Olivier Aubert : Le premier défi est assurément politique et réglementaire. Il est crucial d'avoir une politique énergétique claire et stable pour attirer les investisseurs. Quant à la réglementation, obtenir un permis de construire pour une installation industrielle en France prend souvent plus de 5 ans. Il faut simplifier ces processus pour permettre un développement plus rapide des infrastructures nécessaires à la transition énergétique.

Benjamin Louvet : *Pourtant, une loi a été adoptée en Europe pour limiter la durée d'obtention des permis à 2 ans. Mais Malheureusement, pour le moment la moyenne est de 4 à 5 ans pour obtenir un permis pour l'éolien dans la plupart des pays.*

Olivier Aubert : L'autre problématique est évidemment celle du coût. Produire de l'électricité décarbonée et intermittente est coûteux à la base car il faut stocker, construire beaucoup de lignes électriques... Produire du biométhane, par exemple, est plus cher que le méthane, bien que cela fasse du bien à la planète. Par exemple, on estime aujourd'hui le coût de fabrication du kérosène artificiel pour l'aviation (qui réduit les émissions de 90 %), à environ 10 € par litre. Or un litre de kérosène classique coûte 1 €. Donc, si l'on veut sérieusement s'attaquer à ce problème, le prix des billets d'avion devra augmenter, et il faudra peut-être voler moins.

LES INTERVENANTS



Mathilde GRIVET,
Co-fondatrice
JIMMY

Jimmy est une start-up industrielle française, pionnière dans le développement de micro-réacteurs nucléaires pour la décarbonation de la chaleur industrielle. Créée en 2020, l'entreprise compte 80 salariés et projette d'installer ses générateurs thermiques sur les sites industriels de ses clients, pour y fournir de la chaleur décarbonée et compétitive. Jimmy a, jusqu'à présent, levé 52 millions d'euros.



Thierry LE GANGNEUX,
Président
PONTICELLI FRÈRES

Forte de 6 000 employés et d'une présence dans 20 pays, Ponticelli Frères se distingue par son engagement envers la construction et l'entretien d'unités industrielles, avec un accent particulier sur les énergies renouvelables et le nucléaire. La société génère un chiffre d'affaires de 1,2 milliard d'euros.



Enzo RIBEIRO,
Directeur du financement
et Directeur de cabinet
VERKOR

Verkor, membre du Next 40 est spécialisée dans la production de batteries bas carbone pour véhicules électriques. Fondée en 2020, Verkor construit une gigafactory à Dunkerque et vise une production de 50 GWh d'ici 2030. L'entreprise a déjà levé plus de 3 milliards d'euros pour ses projets et emploie plus de 500 personnes.



Olivier AUBERT,
Directeur de gestion
SWEN CAPITAL PARTNERS
Une marque Ofi Invest

SWEN Capital Partners, spécialiste de l'investissement en non coté, a déployé 900 millions d'euros pour soutenir la transition énergétique, notamment dans des projets qui s'appuient sur des technologies - biométhane, hydrogène et autres énergies renouvelables - destinées à aider les secteurs les plus producteurs de CO₂ à se décarboner.

Thierry Le Gangneux : Ce point est crucial. Pour cela, il est indispensable que les dirigeants politiques disent clairement la vérité aux gens sur les défis de la transition énergétique. Si l'on promet une transition rapide, facile et bon marché, on berce les gens d'illusions. Des exemples comme le Danemark montrent que des progrès rapides sont possibles, mais cela nécessite des approches innovantes, une réglementation favorable et un engagement sociétal.

Benjamin Louvet : *Un autre domaine crucial pour réussir la transition énergétique est celui de la mobilité, en particulier le développement des véhicules électriques. Et le cœur de ce dispositif repose sur la fabrication de batteries électriques. Dans ce domaine aussi, les défis sont nombreux...*

Enzo Ribeiro : Le premier sujet dans notre cas est celui du financement car nous sommes sur des outils très intensifs en capitaux. Nous avons par exemple besoin de mettre en place une ligne pilote sans avoir encore rien produit, ni obtenu le moindre client. C'est dire que le risque technologique et de marché est totalement ouvert. Or, nous parlons de 300 millions d'euros juste pour une ligne pilote, sachant que pour construire une Gigafactory, nous sommes sur 2 milliards d'euros d'investissement.

Benjamin Louvet : *Peut-on dire que le marché est très concurrentiel, avec le poids pris par la Chine ?*

Enzo Ribeiro : C'est un challenge mais il faut le relativiser en observant les ordres de grandeur. Le marché européen de la batterie, d'ici 2030, est projeté à environ 800 GWh de production par an. Notre première gigafactory produira 16 GWh, ce qui représentera 2 % du marché. Il y a donc de la place pour tout le monde, quelle que soit d'ailleurs la technologie choisie in fine. En revanche, l'enjeu pour nous consiste à industrialiser une technologie jamais produite en Europe et qui présente bien des difficultés techniques. Construire une Gigafactory implique l'acquisition et la diffusion massive des compétences de production de batteries dans une filière qui a été développée en Asie il y a des décennies et qui émerge à peine en Europe. Il y a un enjeu de formation et de recrutement, car ces outils sont intensifs en capitaux et en main-d'œuvre : la première Gigafactory représentera plus de 1 000 emplois. Une fois recrutées, il faut former ces personnes.

Benjamin Louvet : *Il faut aussi pouvoir trouver des métaux avec une origine acceptable, à l'heure où les clients demandent une traçabilité sur l'approvisionnement des métaux.*

Enzo Ribeiro : Il y a en effet un certain stress sur la quantité de métaux pour alimenter l'industrie de la batterie. À notre échelle, nous ressentons cependant un certain volume disponible de ces métaux. Le plus compliqué est d'avoir une chaîne de valeur locali-

sée en Europe, alors que la Chine concentre plus de 80 % du raffinage. Nous pouvons ouvrir autant de mines que nous voulons en Europe, si nous ne pouvons pas ouvrir des usines de concentration et de raffinage, les matières premières repasseront toujours par la Chine, et nous perdrons l'objectif de souveraineté.

Benjamin Louvet : *C'est l'objectif du Critical Raw Materials Act en Europe, qui prévoit que 40 % des métaux utilisés en Europe soient raffinés en Europe d'ici 2030. Aujourd'hui, sur certains métaux comme le cuivre, nous voyons des capacités de raffinage se développer en Europe, mais la croissance des capacités de raffinage en Chine est plus rapide. La part de la Chine augmente, donc le défi est encore important. Si l'on se tourne maintenant du côté des solutions qui pourraient permettre de faciliter la transition énergétique ? Quelles sont-elles ?*

Thierry Le Gangneux : La règle de base pour toute solution de transition énergétique est qu'elle doit être rentable. C'est essentiel ! Dans une chaîne de valeur, chaque acteur doit pouvoir être viable. Une solution ne peut pas être pérenne si un maillon de la chaîne ne gagne pas d'argent. Nous devons trouver des principes de bon sens pour assurer la transition énergétique sans causer de perte économique significative pour les entreprises.



Guillaume POLI,
DGD en charge du développement
OFI INVEST ASSET MANAGEMENT

Ce qui ressort de ces échanges, au-delà des défis très concrets à relever pour que cette transition énergétique puisse se faire dans l'intérêt de tous, ce sont les coûts induits.

Les coûts de l'énergie, mais aussi des métaux utilisés pour le développement de ces énergies vont inéluctablement croître pour permettre cette transition, avec un impact financier certain pour les entreprises et les investisseurs.

Nous développons chez Ofi Invest des solutions d'investissement basées sur l'évolution des prix de ces métaux stratégiques. Intégrer dans son allocation d'actifs une proportion raisonnable de ces instruments, accessibles à tous, permet de s'exposer au potentiel d'appréciation de la classe d'actifs et de constituer une couverture des portefeuilles qui pourraient être impactés par la hausse des coûts.



Eric BERTRAND,
DGD en charge des gestions
OFI INVEST ASSET MANAGEMENT

La transition énergétique, en remodelant notre économie, offre des opportunités de gestion uniques. L'essor des technologies bas carbone devrait donner naissance à de nouvelles entreprises à croissance forte, à des perspectives de développement pour des entreprises qui ont su prendre le virage de la transition, et à des tendances de fond sur la consommation des ressources métalliques. Autant d'occasions de générer de la valeur pour nos investisseurs.

Mais gardons-nous de tout angélisme : si la direction semble évidente, le passé récent nous a montré que le chemin n'est pas tout tracé. C'est pourquoi la gestion d'actifs nécessite d'être en veille permanente sur les évolutions technologiques, et leur impact en termes de besoin et de ressources, mais aussi sur les défis que doivent relever les acteurs de l'économie. Les équipes de gestion d'Ofi Invest AM s'appuient sur des experts reconnus pour développer une connaissance technique et approfondie de ces sujets afin d'appréhender les enjeux, les risques et saisir des opportunités d'investissement.

Quelles sont les solutions ?

Un autre point crucial est la relation contractuelle entre les donneurs d'ordre et les entreprises. Il y a eu un transfert des risques vers les entreprises qui sont très en amont de la chaîne, ce qui peut les mettre en danger voire les détourner des grands projets faute de moyens ou de soutiens. Il est essentiel de reconstruire une relation contractuelle équilibrée pour réussir la transition énergétique.

Mathilde Grivet : Il faut en effet aligner les intérêts de tous les acteurs de la chaîne de valeur. Aujourd'hui, le rôle de l'État n'est pas seulement de fournir des capitaux, mais aussi de créer des conditions favorables pour rendre les projets finançables, en apportant des garanties et en simplifiant la réglementation. Pour les investisseurs, il y a trop d'incertitudes sur la taxonomie future, la faisabilité financière, ou même sur l'acceptabilité des crédits carbone.

Globalement, l'État doit rassurer les investisseurs en leur offrant plus de visibilité et en les protégeant des incertitudes administratives et juridiques. Par exemple, construire un projet nucléaire peut prendre dix ans, pendant lesquels les recours peuvent mener à l'annulation des autorisations. C'est une perspective qui peut freiner les investisseurs. Il est crucial de créer un cadre réglementaire et administratif plus adapté aux enjeux actuels, tout en

garantissant la consultation publique et la protection de l'environnement.

Enzo Ribeiro : L'État doit en effet impulser. Une fois qu'on est lancé, même si l'objectif est ambitieux, des milliards sont mobilisés et il faut continuer. Nous avons réussi à boucler nos financements grâce à l'utilisation par l'État d'outils peu consommateurs en capitaux comme les garanties publiques sur les financements bancaires et les contrats commerciaux. Et les acteurs privés ont aussi un rôle à jouer. Par exemple, confronté à un manque de formation publique dans ce secteur, nous avons créé l'école de la batterie pour former 1 600 personnes par an du CAP au doctorat, avec plus de 70 modules.

Thierry Le Gangneux : L'État doit également se montrer stratégique et intelligent, à tous les échelons. En l'occurrence, il faut aussi regarder ces questions sous un angle européen. Une électricité décarbonée en Europe d'ici 2050 est réalisable, à condition que l'énergie nucléaire soit vraiment prise en compte. Cela implique que chaque pays doit produire massivement une électricité décarbonée basée sur sa géographie et sa filière industrielle. Par exemple, la France se concentre sur l'hydroélectrique et le nucléaire, les pays du Sud sur le solaire et les pays du Nord sur l'éolien. L'État doit fixer le cap à long terme, indépendamment des cycles électoraux, pour que les entreprises investissent à bon escient.

Benjamin Louvet : *L'industrie du biométhane et du biohydrogène peuvent-elles aussi être des solutions ?*

Olivier Aubert : La diversité des solutions technologiques est nécessaire. Pour l'électricité, nous avons le nucléaire et les énergies renouvelables. Mais cela ne couvre que 25 % des besoins énergétiques et nous devons décarboner aussi, l'agriculture, l'industrie lourde, les transports lourds qui ne sont pas électrifiables.

Parmi les solutions, le biométhane et l'hydrogène renouvelable pourraient représenter environ 20 % de nos besoins énergétiques.

Nous pourrions augmenter la production de biométhane si nous triions plus nos déchets à partir desquels cette énergie est générée. C'est une technologie maîtrisée depuis 20 ans, qui bénéficie d'un cadre réglementaire clair, tant au niveau européen que français. Le biométhane s'intègre dans les réseaux énergétiques existants, remplaçant le gaz fossile aujourd'hui importé.

Pour l'hydrogène, la difficulté réside dans son coût et sa manipulation, mais la technologie est maîtrisée et l'enjeu est de la rendre accessible et verte.

Malgré tous nos efforts pour décarboner le secteur énergétique, nous n'y arriverons pas sans réduire la consommation. La réduction de la consommation passe par l'efficacité énergétique et la sobriété. Cela implique un changement de mode de vie indispensable pour réduire notre empreinte énergétique.



Ofi invest

Une nouvelle dimension pour l'avenir



203,6 Mds€

d'actifs sous gestion⁽¹⁾



5^e

groupe français
de gestion d'actifs⁽²⁾

3 pôles

Gestions actifs liquides



Gestions immobilières



Gestions actifs non cotés

Ofi Invest est l'une des 4 marques d'Aéma Groupe aux côtés de Macif, Abeille Assurances et AÉSIO mutuelle, et est aujourd'hui le **5^e groupe français de gestion d'actifs**.

Le groupe compte plus de **650 collaborateurs⁽¹⁾** engagés au service d'investisseurs institutionnels, professionnels et particuliers - clients, adhérents et sociétaires des réseaux de distribution partenaires - en France et à l'international.

Ofi Invest **contribue** au travers de ses investissements et actions d'engagement à un **objectif d'économie vertueuse et profitable**.

⁽¹⁾ Source : Ofi Invest au 31/12/2023, périmètre pro forma incluant Egamo - Collaborateurs en CDD et CDI uniquement. Le Groupe VYV et Ofi Invest Asset Management ont conclu un partenariat de long terme dans le domaine de la gestion d'actifs, incluant la cession de la filiale EGAMO du Groupe VYV. Ce partenariat a débuté le 1^{er} janvier 2024. Ainsi, les encours pro forma ci-dessus comprennent les encours des sociétés Ofi Invest ainsi qu'Egamo à fin décembre 2023.

⁽²⁾ Source : communications financières des entités concernées, au 31/12/2023.

Les références à un classement ne préjugent pas des résultats futurs du fonds ou du gestionnaire.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.



www.ofi-invest.com